

CRISE DE LA COMMUNICATION DANS LE CONFLIT SOCIOPOLITIQUE CASAMANÇAIS AU SÉNÉGAL : ESSAI D'ANALYSE

Ibrahima BA

Université Assane Seck de Ziguinchor(Sénégal)/ Université Ottawa(Canada)
Laboratoire de recherches en sciences économiques et sociales/LARSES
ibrahimaba056@gmail.com

Résumé

Comment peut-on expliquer ce recours croissant aux techniques de communication dans une période de crise ? Telle est la question à laquelle se propose de répondre cette recherche à travers une approche qualitative basée sur l'analyse de contenu. Ainsi, nous nous inspirons de la théorie de l'analyse de discours et mobilisons la communication de crise comme cadre explicatif du phénomène étudié. Il convient, d'examiner de plus près dans quelle mesure cette communication sur le conflit en Casamance offre une information susceptible de nourrir la conscience et la connaissance du citoyen. Adopter une telle problématique, c'est encore prendre au sérieux les techniques de communication sous la forme d'adhésion à des manières spécifiques de penser et d'agir qui change la perception de la population.

Mots-clés : conflit, Casamance, bourdes, MFDC, communication de crise.

Abstract

How can we explain this increasing use of communication techniques by managers? This is the question that this research proposes to answer through a qualitative approach based on content analysis. So, we are inspired by the theory of discourse analysis and use crisis communication as an explanatory framework for the phenomenon studied. Political communication is rather a set of social actions or, to put it better, a set of practices. It is appropriate, to examine more closely to what extent this communication on the conflict in Casamance offers information likely to nurture the conscience and knowledge of the citizen. From this perspective, it would be desirable to focus on better understanding political practices. Adopting this issue is still taking communication

techniques seriously in the form of adhering to specific ways of thinking and acting in light of what leaders put forward as an argument.

Keywords: conflict, Casamance, blunder, MFDC, crisis communication.

Introduction

Tout pays, société, association ou organisation est confrontée un jour ou l'autre à une situation dite de crise. C'est le cas du Sénégal qui fait face au conflit en Casamance qui a duré aujourd'hui une quarantaine d'année. La communication efficace devient alors un procédé fondamental de gestion et de résolution de conflit. Chaque cas de crise est unique par sa particularité et ses circonstances. L'enjeu est donc d'opter pour une réflexion, pour mettre fin au conflit. En effet, il est important de mettre en place une communication appropriée qui rend compte de la réalité des sociétés casamançaises et plusieurs communautés de pays limitrophes qui ont quasiment la même culture. Ainsi, depuis le début de la crise casamançaise jusqu'au déclenchement du conflit armé en 1990, l'information était exclusivement distillée par le gouvernement à travers ses organes d'information. Le contrôle des nouvelles était donc relativement aisé jusqu'à l'émergence de la presse privée qui exprime sa volonté d'indépendance et commence à divulguer les travers de la guerre, dont l'Etat prenait bien le soin de les voiler à l'opinion. Les errements des pouvoirs publics face à une rébellion de plus en plus agressive, les bavures de l'armée étalées par les médias sur la place publique constituaient « autant de raisons ayant conduit, en septembre 1993, à la création d'une Direction de l'information et de relations publiques de l'armée (DIRPA), capable de soigner l'image de l'armée et celle de l'Etat et de rétablir la confiance de l'opinion » (Jean-Claude Marut, 2010, P.32). Il y avait donc une nécessité, pour les autorités sénégalaises de mettre le focus sur la communication de crise. Ainsi, la parole défectueuse fut comme de l'humus qui a nourri les faits historiques. Ces faits historiques ont été décrits par des chercheurs qui se sont intéressés aux faits coloniaux : de l'exploration à la colonisation ; de la colonisation à l'indépendance du Sénégal ; de l'indépendance du Sénégal au conflit en Casamance. Parmi la

parole défectueuse, nous avons la violence verbale, les bourdes, le discours partisan, la désinformation et l'intoxication. Pour analyser ces discours, nous avons pris en compte le contexte politique, économique et sociologique comme des facteurs déterminants leurs conditions de production. C'est sur la base de ce contexte que nous analysons la spécificité du rôle de la presse écrite sénégalaise relativement au conflit en Casamance. Il est surtout question dans cet article de montrer les problèmes posés par des erreurs en communication. En passant par le monopole de l'information sur le conflit casamançais par certains organes de la presse gouvernementale qui met en avant la communication de crise de l'Etat du Sénégal. A la diversité de messages d'une presse privée indépendante qui essaye de montrer sa neutralité face au conflit qui oppose l'Etat du Sénégal au MFDC. Particulièrement nous allons tenter d'articuler en avant les mécanismes de communication qui pourront favoriser pour une paix définitive/durable en Casamance.

1. Méthodologie

La méthodologie utilisée dans cette étude est celle d'une approche qualitative. L'étude comprend un volet de recherche documentaire et d'analyse de données secondaire : la revue de la littérature a essentiellement porté sur les discours, les interviews, les ouvrages, et surtout les journaux, et de la littérature grise. Analyser les stratégies de communication, pour la communication de « crise », suppose analyser les ajustements entre Etat et le MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance) sans s'interdire d'appréhender les dirigeants comme des agents calculateurs et déterminés. Il convient dès lors de mettre en perspective le rôle majeur joué par la presse dans cette situation de conflit. Ces données obtenues par la suite font l'objet d'une analyse de contenu. Partant de cette démarche, nous permet de voir l'importance des théories de communication.

2. Les théories de la communication

Chacun sait sur quoi portent les sciences de « l'information et de la communication ». Ces deux termes suffisent d'ailleurs à faire venir à l'esprit une série de pratiques sociales, de lieux, de techniques et d'acteurs, considérés par le sens commun comme relevant de ces domaines d'activités. L'expérience a fini par démontrer que les communications se révélaient être un outil original et efficace pour résoudre un conflit, lancer une idée, manager une équipe. Il était devenu impératif de les prendre en compte de façon permanente, de les marier aux autres ramifications disciplinaires (la communication politique, la communication gouvernementale, la communication interculturelle, la communication de crise, etc.) pour faire face aux enjeux qui se posent au monde. Il n'était plus question de n'en faire qu'un processus peu important auquel on pouvait avoir recours en certaines circonstances, mais l'intégrer plutôt dans l'ensemble des outils dont dispose une organisation pour mieux se gérer et atteindre ses objectifs. L'essentiel des techniques du « nouveau management » peut d'ailleurs être considéré comme des techniques de communication. Plusieurs stratégies sont utilisées mais dans le cadre de notre sujet de recherche, nous mettrons l'accent sur trois stratégies qui sont développées par les différents protagonistes du conflit en Casamance, à savoir l'Etat du Sénégal et le MFDC. Ainsi, plusieurs auteurs ont défini le concept de « communication de crise », pour une cohérence dans notre recherche, nous nous appuierons sur les définitions de quelques auteurs. Cette démarche vise à mieux cerner le champ sémantique du terme, ses différents usages et ampleur dans le monde des Sciences. Ainsi, selon Camélia Kerkour (2016, P. 4-5) :

Une crise, au sens général du terme, est définie comme une rupture d'un équilibre. C'est un événement d'ordre personnel ou social se caractérisant par un paroxysme des contradictions, incertitude, instabilité ou souffrance. Ces derniers peuvent conduire à des révoltes, à la violence ou à la banqueroute. Étymologiquement le terme « crise » vient du mot grec krisis, qui signifie « décider ou distinguer » c'est-à-dire une réponse à une situation particulière [...]. Dans le langage médical par exemple, la crise, concept hippocratique,

désignait l'état décisif d'une maladie ou de son état critique. Le terme se serait par la suite, étendu à d'autres domaines. A. BEJIN et E. MORIN constatent que « dans la langue religieuse de la Grèce ancienne, le terme Krisis signifiait : interprétation, choix; dans le vocabulaire juridique, il exprimait l'idée d'un jugement, d'une décision ne résultant pas mécaniquement des preuves. Rapporté à la tragédie grecque, le mot désignait un événement qui, tranchant et jugeant, impliquait, à la fois, tout le passé et tout l'avenir de l'action dont il marquait le cours. Pour la médecine hippocratique, le vocable dénotait un changement subi dans l'état du malade, repéré dans le temps et dans l'espace ». D'après HERMANN une crise est définie comme « une situation qui menace les buts essentiels des unités de prise de décision, réduit le laps de temps disponible pour la prise de décision, et dont l'occurrence surprend les responsables ». Elle affecte physiquement un système dans son ensemble et met à l'épreuve les principes fondamentaux des membres de l'organisation.

Du coup une mauvaise communication peut avoir des conséquences fâcheuses. Nombreux sont les exemples attestant d'une attitude de rejet viscéral de la communication de crise et d'un traitement binaire de la sphère événementielle. Parmi ceux-ci figure la communication adoptée par

Si quelques exemples attestent, « certes, d'une possible gestion de crise par le silence » (Gomez Mont, 1999, p.174), ceux-ci demeurent néanmoins assez rares, et « ne s'avèrent efficaces que dans des circonstances bien précises ». Par ailleurs, le silence ne peut constituer qu'un « point de suspension provisoire », et est inopérant lorsqu'il est utilisé dans le cadre d'activités et d'institutions à « risques technologiques » et environnementaux, ainsi que le fait remarquer Bertrand Cabedoche (2003, p. 231). Le silence, qui s'apparente souvent au secret dans l'inconscient collectif, expose la plupart du temps les institutions à la suspicion des journalistes et du public, qui s'interrogent sur les raisons de ce refus de communiquer.

Lorsque l'on s'engage dans une gestion de crise, la prise en compte du facteur temps, qui se décline tour à tour sous forme d'anticipation et de réactivité, apparaît primordiale. Le meilleur moyen d'avoir raison d'une crise, en effet, c'est d'abord de l'éviter. Cette assertion, qui pourra sembler

une lapalissade à certains, est pourtant moins mise en pratique qu'on ne le pense. En effet, la gestion du temps et gestion de la communication sont devenues deux actions solidaires. Les trois quarts d'une crise, en effet, se gèrent aujourd'hui par le biais de la communication, selon Thierry Libaert (2010, p.112), ce qui explique l'existence d'une terminologie propre à cette gestion spéciale, à travers l'expression « communication de crise ». Refuser de communiquer s'avère donc souvent contre-productif dans un contexte de crise. Mais toute action de communication, nous l'avons vu à travers de multiples exemples, ne se révèle pas bénéfique à son instigateur, tant il est vrai que dans ce domaine, il convient de respecter certaines règles spécifiques, conditions nécessaires mais non suffisantes de succès. L'une de ces règles concerne donc le traitement du paramètre temporel, et la mise en adéquation des actions de communication avec celui-ci. Il convient, en effet, de se montrer réactif, afin de respecter la temporalité propre à l'événement critique.

À ce stade de notre étude, nous souhaitons préciser que les rapprochements que nous opérons entre la polémologie et la communication de crise se justifient pleinement au regard des multiples ressemblances qui lient ces deux domaines d'activité. Une crise (que celle-ci soit de nature sociale, politique, écologique, technologique ou encore économique...), instaure en effet un climat et une situation assez proches du contexte de guerre, si l'on considère la menace potentielle dont elle est porteuse, le stress qu'elle génère, et l'affrontement qu'elle implique entre différents acteurs (industriels / consommateurs, Etat / citoyens, chefs d'entreprises / employés, institutions / journalistes, etc.).

Cette première stratégie consiste à accepter la crise et ce, le plus rapidement possible. Dans cette stratégie, explique D. Heiderich (2010), si la presse dévoile la crise en devançant l'entreprise, [ou un Etat de manière générale] c'est que la communication de celle-ci est mauvaise et que la crise ne lui appartient déjà plus. Pour mener l'opération, l'Etat doit donc aller vite et être en mesure de déterminer rapidement si elle est compétente par rapport au moteur de la crise. Ce moteur peut être interne, par exemple lié à la sensibilité de la question, ou externe, par

exemple lié à un contexte politique. Dans chacun des cas, l'axe de communication ne sera pas le même.

De manière générale, la stratégie de la reconnaissance s'appuie sur une communication claire et ferme. Selon le contexte, plusieurs alternatives s'offrent à l'Etat:

Premièrement, reconnaître complètement la situation et sa responsabilité. Dans ce cas, assumer sa responsabilité apporte un avantage au point de vue de sa crédibilité, mais aussi au plan médiatique. Deuxième, exprimer son incompréhension, si l'Etat ne connaît pas les raisons à l'origine de la situation. Troisième, Contingenter la crise sur un objet, un lieu, un temps. Le but est alors d'éviter d'élargir le phénomène à d'autres localités, d'autres régions, etc. L'Etat du Sénégal et le MFDC ont fait recours à ces différentes stratégies.

En effet, la stratégie de la reconnaissance est pourtant « l'une de celle qui fonctionne le mieux », selon Didier Heiderich. Difficile en effet d'avouer sa responsabilité pour un Etat. Mais le faire, c'est jouer la carte de la transparence et acquérir une crédibilité auprès des différents publics. Cette stratégie permet également d'éviter une remontée ultérieure d'informations contredisant les premières déclarations. Toujours dans ce sillage de communication de crise la théorie de la diversion aussi est de mise. Ainsi, selon T. Libaert (2001, p.127) dans son livre *Communication de crise* « elle doit pouvoir être fondée sur la réalité et des faits concrets pour réussir à déplacer le lieu de débat », cette stratégie cherche à modifier l'angle de vue de la crise. Toujours d'après Thierry Libaert Pour mener à bien un projet latéral, différentes tactiques sont possibles. Mais il faut surtout éviter de faire une mauvaise communication. Ainsi, la mauvaise communication a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Dans une situation de crise et de tensions, il est préférable de garder le silence si ce que l'on va dire ne fera qu'envenimer la situation. Celui qui a des mots plus forts et plus concluants que le silence, a l'obligation de parler. Mais celui qui ne parle que pour bafouiller des gaffes, devrait avoir la présence d'esprit de se taire parce qu'on se répand jamais d'avoir gardé le silence.

Le général De Gaulle, aux porteurs de pancartes, disait ceci : « Si vous voulez l'indépendance, prenez-la ». Lors de la campagne électorale, le 26 février 1978 à Sédhiou, le président L. S. Senghor disait également ceci : « Si vous voulez la libération de la Casamance voter UPS » ; et à Bignona à la même occasion : « Je viens de me rendre compte de la Sénégalité de la Casamance » (Le Quotidien 19 janvier 2009, p.3). Au premier ministre Abdou Diouf d'en ajouter en 1979 : « je viens d'un beau pays » (archives RTS : consulté le 12 janvier 2021); à l'historien Iba Der Thiam de dire, le 12 février 1993, « Je ne peux pas rester au-delà de 5h 30, car nous rentrons au Sénégal » (Abbé Labar Joachim, 2012, p. 239).

Ces déclarations ont des similarités sur le plan communicationnel et politique. D'abord elles ont créé beaucoup de polémique sur la particularité de la Casamance par rapport au reste du pays. Et aussi sur le plan politique les opposants de la Casamance l'ont toujours utilisé contre le parti au pouvoir.

Le président Macky Sall ne fait l'exception à la règle. Lors de la campagne présidentielle de 2019, le président sortant revigoré par une forte mobilisation à Bignona se laisse balloter aux grés des événements. Ainsi, le président sortant a commis une grosse maladresse en voulant charmer la population casamançaise. Sans mesurer l'ampleur de ses mots utilisés, Macky Sall déclare : « Si vous voulez que la Casamance intègre carrément le Sénégal dans le cadre du développement, votez la coalition Benno Bokk Yakar (BBY) » (Journal L'Observateur du 15 février 2019, p.2).

Suite à ces déclarations, nous pouvons admettre qu'il y a dans le conflit casamançais une communauté de gaffeurs qui enfoncent la résolution de la paix par des propos bruts, lourdauds, arrogants et grossiers, sur fond de bourdes qui picotent sans cesse l'image des personnes qui prétendent mettre en avant l'unité nationale du Sénégal. Par exemple, la déclaration du président Macky Sall est considérée comme une bourde. Toutefois, il n'a pas manqué de vanter ses réalisations en Casamance : « 450 milliards, c'est la somme que j'ai injecté, en 7 ans, en Casamance. Jamais ne nous avons connu une stabilité économique, une

paix aussi durable, un avenir aussi prometteur en Casamance » (Journal L'Observateur du 15 février 2019, P.3).

Et au candidat de la coalition BBY d'enchaîner

Je veux vous proposer une nouvelle Casamance bâtie et cristallisée autour de la paix, qui sera réalisée autour de la paix, qui sera réalisée sous nos yeux. Une Casamance avec des ponts partout, des routes partout, une navigation maritime, aérienne et nous l'avons commencé. Une Casamance avec le pont Farafégnny. Nous avons beaucoup de projets pour la Casamance. (Journal L'Observateur du 15 février 2019, p.5).

Malgré toutes ces belles promesses, la seule phrase du président Macky Sall qui a le plus marqué les esprits est la bourde qu'il a commise (« Si vous voulez que la Casamance intègre carrément le Sénégal dans le cadre du développement, votez la coalition Benno Bokk Yakar (BBY) »). Cette phrase faisait quasiment la « Une » de tous les journaux. Alors la presse cherche-t-elle à mettre l'huile sur le feu ? Ou simplement, est-elle obnubilée par les gros titres qu'elle chercherait à mettre en évidence pour aiguïser la curiosité des lecteurs ?

En outre, choqué par la réussite du rassemblement du candidat Ousmane Sonko à Ziguinchor, Moustapha Cissé Lo (premier vice-président à l'assemblée nationale du Sénégal) a déclaré que « ceux qui sont venus au meeting de Ousmane Sonko sont tous des rebelles » (Journal L'Observateur du 15 février 2019, p.4). Cette déclaration de Moustapha Cissé Lo a créé un tollé dans toute la Casamance. Même les citoyens lambda profitaient des émissions radiophoniques pour exprimer leur amertume.

Mis en mauvaise posture par cette déclaration de l'un des leurs, des responsables politiques membres de Benno Bokk Yaakar à Ziguinchor ont pris la parole pour se désolidariser de Moustapha Cissé Lo. En rappelant à tous la nécessité de séparer des questions aussi sensibles que la rébellion du MDFC du jeu électoral. Ibrahima Mendy³¹ s'est offusqué de ces insultes.

³¹ Ibrahima Mendy responsable politique APR-Ziguinchor président du mouvement politique « Macky 17-19 »

Et a déclaré « qu’elles n’engagent que leur auteur: Moustapha Cissé Lo » (Journal Lateranga consulté le 17 février 2019).

Il est clair qu’une partie de la population de la Casamance a mal pris cet écart de langage. D’ailleurs, lors de l’émission « appel sur l’actualité » à travers les ondes de Zig Fm tenue le 19 février 2019, beaucoup d’auditeurs ont montré leur mécontentement.

Et nombreux sont ceux qui ont juré de sanctionner le proche collaborateur de Macky Sall en votant contre lui. Ce dernier étant le candidat de la coalition de Benno au soir du 24 février³². En tout état de cause c’est en Casamance que le Macky Sall a réalisé son pire score au niveau national.

Suite à ces faits, nous pouvons légitimement nous demander en quoi ces bourdes ou manquements d’une communication sensible et contextualisée à la société casamançaise seraient-elles la cause du mauvais résultat électoral de Macky Sall et sa coalition en Casamance? Cette question devient particulièrement importante, lors de toutes les élections précédentes (la présidentielle de février 2012, Le président Macky Sall a remporté l’élection en Casamance (Les législatives de juin 2012).

Les propos tenus par des autorités étatiques (un président de la République, un premier ministre et un vice-président de l’assemblée nationale) et par un imminent historien dont les travaux portent sur l’histoire du Sénégal, en termes de modalisation, n’établissent-ils pas une relation particulière avec les populations de la Casamance ? Visent-ils à agir directement sur les co-énonciateurs, qui sont les populations ?

Par exemple, avec le président Léopold S. Senghor, nous relevons un jugement sur l’état des choses : « la libération ». Après l’indépendance du Sénégal, la Casamance n’est-elle pas libérée ? La Casamance après l’indépendance du Sénégal est- elle restée sous une forme de domination ? À quoi se referait le président Senghor, faisait-il allusion aux fameux accords secrets entre lui et les leaders Casamançais de sa génération ?

³² Cette date représente le jour du vote de l’élection présidentielle de 2024

Dans les propos du premier ministre, Abdou Diouf, le référent « beau pays » pour désigner la Casamance fait-il de celle-ci une entité géographique autonome ou une région géographique administrative, un même une métaphore sur la beauté de la région?

Quand l'historien Iba Der Thiam depuis la Casamance déclare : « nous retournons au Sénégal » (Abbé Labar Joachim, 2012, P.239), reprend-il les propos des populations des régions périphériques, quand elles vont à l'intérieur du pays ou lorsqu'elles en viennent ? Cherche-t-il à séparer la Casamance du reste du Sénégal ?

Pour clore le tout, la déclaration de Moustapha Cissé Lo « ceux qui sont venus au meeting de Ousmane Sonko sont tous des rebelles ». Ainsi, épouser le combat d'un leader diola ferait d'un participant un rebelle ?

Par contre, nous avons pu noter au cours de notre enquête, dans le cadre de notre recherche plus précisément sur la perception des populations que ces propos que nous venons de voir ont été pris au sérieux par certaines élites, qui n'ont pas tardé à mobiliser des ressources en vue de les relier aux faits historiques. D'autant qu'ils ont été produits, disent-ils, avec l'intention de communiquer quelque chose aux personnes à qui ils étaient adressés. C'est dans ce sillage que le responsable Pastef de Ziguinchor Moulaye Badji martèle : « désormais nous avons une occasion de se faire respecter en votant pour le candidat de la Casamance. Si Sonko gagne l'élection présidentielle, la Casamance sera respectée pour de bon. Donc ne ratons pas l'occasion d'écrire l'histoire du Sénégal ». (Journal Exclusif.net du 21 Janvier 2019).

Nous classons ces propos dans la classe de la parole défectueuse, dans la mesure où les principes d'une communication symétrique entre l'émetteur et le récepteur n'ont pas été respectés, comme là si bien théorisé Stuart Hall (1994, p.6).

Il se peut que les codes de codage et de décodage ne soient pas parfaitement symétriques. Les degrés de symétrie - c'est-à-dire les degrés de « compréhension » et de « méprise » dans l'échange communicationnel – dépendent des degrés de symétrie/asymétrie (relations d'équivalence) entre les positions des « personnifications

» des codeurs-producteurs décodeur-récepteur. Mais ceux-ci dépendent à leur tour des degrés d'identité/non identité entre les codes qui transmettent parfaitement ou imparfaitement, interrompent ou déforment systématiquement le message en jeu. Le manque de concordance entre les codes résulte largement des différences structurelles de rapports et de position entre les diffuseurs et leurs publics, mais il a également à voir avec l'asymétrie entre les codes des « sources » et du « récepteur » au moment de la transformation.

Cette concordance est-elle respectée, au point qu'il a plus nui aux relations, qu'il n'a servi à les cimenter?

Au plan de la sincérité, les auteurs de ces propos se sont engagés dans l'acte de discours. Cependant, la parole d'un politicien de surcroît en campagne électorale mérite d'être prise au sérieux pour le responsabiliser, car comme le dit l'auteur du dérèglement du monde « tenir un politicien par la parole c'est tenir une anguille par la queue » (Amin Maalouf, 2009, p. 183).

Nous retenons également que la règle d'exhaustivité a aussi manqué à leurs propos, eu égard à la situation, il n'y a pas d'information maximale. Quand les lois de la communication sont enfreintes, la situation change, elle reste couverte par des nuages sombres. La communication de crise en Casamance passe-t-elle à travers les méfaits de la parole défectueuse ?

3. La « cacophonie communicationnelle » de l'Etat du Sénégal

Les nombreuses manières de contrôler les informations qui sont en rapport avec le conflit en Casamance n'ont pas toujours données les résultats escomptés. « L'événement-dépêche est réécrit et scénarisé en fonction des attentes présumées du public-cible » (<https://theoriesdelac.tumblr.com> : consulté le 05 août 2020). La presse privée et la presse de l'Etat n'ont pas dérogé à cette règle.

Ainsi, le journal Sud Quotidien va recourir ensuite à des investigations sur le terrain pour tenter d'apporter des réponses à ces interrogations. Ce qui fait la « une » de l'édition du journal Sud Quotidien avec un titre qui aiguise la curiosité du lecteur : « La réalité des faits,

l'éclairage des témoins et acteurs. Comment les 23 soldats ont été tués ». Le journal Sud Quotidien décrit, dans les détails, les circonstances de l'embuscade, les carences au niveau du commandement.

Il y a eu plusieurs manquements, notamment l'absence des capitaines qui assistaient le commandant en chef du corps du 3^{ème} Bataillon en question, et les difficultés d'intervention des forces appelées en renfort par la voie aérienne qui était la seule possible. Finalement c'est une vingtaine de soldats sur 47 qui a réussi à s'échapper à la faveur du crépuscule après plusieurs heures de fusillades (de 9 heures à 19 heures). Les faits collectés sur le terrain permettent de lever un coin de voile que le communiqué officiel servi par l'armée nationale n'avait pas permis d'éclairer (Sud Quotidien du 5 août 1995, p. 1)

Le mutisme des autorités sénégalaises avait laissé une partie de la presse perplexe. C'est dans ce sillage que le journaliste Cheikh Tidiane Gadio s'émeut, par la suite du silence des autorités gouvernementales devant la gravité des circonstances :

Dans toutes les démocraties véritables où les mœurs républicaines sont véritablement ancrées, il est impensable qu'un ministre de la Défense garde le silence devant un terrible et embarrassant désastre comme celui qui a frappé nos soldats, portant un coup au moral des troupes et jetant le doute sur leurs chefs (Cheikh Tidiane Gadio «23 et 24 » in : Sud-Quotidien du 5 août 1995, p. 1).

Dans la même chronique, en plus du vide communicationnel entretenu par la hiérarchie politique, le journaliste fustige l'enfermement de la résolution de la crise casamançaise dans les couloirs des ministères et suggère l'implication de toutes les forces vives dans le cadre d'un « Forum national » :

Qu'attend-on pour convoquer un grand « Forum National » ou Conférence Nationale sur la crise casamançaise avec l'aval du président Diouf en convoquant tous les patriarches de ce pays, tous les leaders des partis politiques et de la société civile, tous nos grands intellectuels et nos leaders de communauté, tous les grands noms de la politique, des lettres et des arts qui ont fait la Casamance, des

Assises qui donneront une chance de plus, au demeurant jamais essayée, de donner une chance à la résolution véritable de ce conflit et à la mise au rencart des rancœurs (Cheikh Tidiane Gadio, op. cit, «23 et 24 » in : Sud-Quotidien du 5 août 1995, p. 2) .

En outre, la désinformation et la manipulation sont devenues un enjeu auquel les journaux consacrent une part importante de leur production. Deux événements majeurs peuvent être retenus pour illustrer cette option après le cas déjà cité de Babonda. La première remonte à 1992, à la suite des premiers accords de cessez-le-feu. Durant cette période, Sud Fm a joué un véritable rôle d'alerte quant à la précarité du processus de paix qui venait d'être enclenché. La survie des actes de violence, et les propos extrémistes des leaders du MFDC relayés par les journaux étaient bien des signes annonciateurs de la rupture du cessez-le-feu. Mais l'indifférence observée par les pouvoirs publics a fini par donner raison aux journaux qui dénonçaient cette démarche de l'Etat du Sénégal. Ainsi,

le regain de violence, entre 1992 et 1993 ayant conduit à la signature d'un nouvel accord, n'en a été que plus exacerbé. Les bilans des pertes dans le camp des rebelles communiqués par l'armée sont singulièrement exagérés et comme pour sauver la face, les revers de l'armée sont entourés de tout un mystère à travers des manœuvres de dissimulation ou d'informations erronées (Sud Fm du 22 juin 1993, p.7).

Par ailleurs, la mort des 25 soldats de Mandina Mankagne n'a pas fait l'exception à cette tentative de désinformation et d'intoxication de la part des communiqués militaires. Ainsi, la deuxième perte enregistrée dans les rangs de l'armée a fait 25 tués par les rebelles du MFDC à Mandina Mankagne en 1997. Le même cérémonial funèbre, que celui des 23 soldats sénégalais morts à Babonda, a été organisé au niveau national. Sud-Quotidien s'en prend, encore une fois, aux carences du dispositif de l'information militaire quand les faits deviennent insaisissables.

Dans une analyse intitulée « Devoir de vérité », le journal indexe le danger inhérent à une communication ambiguë ou étriquée du fait qu'elle

ouvre la voie aux rumeurs les explosives, particulièrement dans les zones en situations de conflit.

Si ces obsèques ont pu déclencher sur les lieux et soulever un flot de compassion sur toute l'étendue du territoire, il faudra certainement beaucoup d'explications factuelles sur le bien-fondé des versions officiellement servies, ce notamment par les démembrements des différents services d'information militaires. En particuliers comment des rebelles traqués peuvent-ils trouver l'extrême délicatesse d'ensevelir leurs victimes ? Comment des cadavres en phase de putréfaction ont-ils pu se retrouver, sans odeur repoussante dans des cercueils lustrés et flamboyants neufs ? Pourquoi refuser aux familles le droit de regard sur le contenu du cercueil portant le nom d'un des leurs, l'armée a-t-elle quelque chose à cacher ? Comment le nombre de morts est-il passé de 23 à 25 le matin des obsèques ? La presse a le droit de soumettre à ses exigences critiques des nouvelles peut-être pas fausses ou inexactes mais manifestement incomplètes ou nébuleuses. C'est le cas de ces communiqués servis à intervalles réguliers dans la presse. Dans une situation de crise telle que traverse le Sénégal, c'est un leurre de croire que la diffusion de nouvelles évasives et partielles puisse tenir à souhait de politique de communication. Chaque colporteur y trouve à souhait les moyens d'entretenir les rumeurs les plus fantaisistes et les plus dommageables (Sidy Gaye : « Devoir de vérité » in : Sud-Quotidien du 25 août 1997, p.6).

Sur le terrain du conflit, l'information fiable étant capitale, la principale arme du journaliste, c'est l'investigation lui permettant de diversifier ses sources, malgré les contraintes de l'urgence, à défaut de faire partie du dispositif de manipulation. Cette citation des « *théories de la communication de crise de Serge LE STRAT* » en est une illustration : « Les médias audiovisuels sont désormais capables de couvrir, à chaud, n'importe quel événement dans n'importe quel point du monde. Mais si l'information a gagné en vitesse, elle n'a pas nécessairement gagné en fiabilité » (<https://theoriesdelac.tumblr.com> : consulté le 05 août 2020).

4. L'analyse des sorties médiatiques

La presse était le canal principal utilisé par l'Etat du Sénégal et le MFDC dans la guerre de la communication de crise qui fait aujourd'hui encore couler beaucoup d'encre et de salive. Ainsi, la référence à l'histoire est au centre de la revendication du MFDC pour l'indépendance de la Casamance. Chaque camp a mis en évidence ses arguments de tailles pour légitimer sa démarche. En effet, le mouvement irrédentiste soutient, que la région n'a jamais fait partie de la colonie du Sénégal sous domination française. Alors que l'Etat soutient le contraire, au point de céder à une des exigences de Diamacoune pour faire appel au témoignage de la France. La presse s'est fait l'écho de cette polémique. À cet égard, l'imprégnation par les journalistes de toute la documentation « scientifique » apparaît comme une nécessité dans un contexte où l'histoire, singulièrement, sert de support à une cause idéologique. Cela évite de se laisser emporter par le rouleau compresseur de la propagande de l'une ou l'autre partie. Comme le souligne Serge LE STRAT « S'ils ne nous disent pas ce que nous devons penser, ils nous disent néanmoins quotidiennement à quoi nous devons penser » (<https://theoriesdelac.tumblr.com> : consulté le 9 août 2020). A défaut d'une analyse édifiante, la pluralité des sources permet au moins de cerner les contours du problème.

4.1. Les justificatifs de l'Etat du Sénégal

D'emblée, les autorités du Sénégal ont pris le devant en occupant la presse et en justifiant que la Casamance est et a toujours fait partie du Sénégal. Toute personne qui défend le contraire est en train de faire un mauvais procès. En effet, dès le début du conflit, Le Soleil publie une série de contributions émanant des cadres et sympathisants du Parti socialiste au pouvoir, visant à conforter la position de l'Etat sur l'appartenance de la Casamance au Sénégal. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la contribution d'Iba Der Thiam³³, et d'Amadou Karim Gaye³⁴.

³³ Professeur d'histoire à l'Université de Dakar et ministre de l'Education nationale de 1983 à 1988.

³⁴ Ancien ministre, fidèle compagnon de Léopold Sédar Senghor et militant de la première

En Casamance, la France vient d'occuper l'île de Carabane en 1836, signe un traité avec le chef Boudié en 1837, et s'installe à Sédhiou. Telles étaient les provinces qui devaient se souder pour imprimer au Sénégal un sceau national (...) En 1865, au départ de Faidherbe, la maîtrise du Fleuve Sénégal et de la Falémé acquise ; la liaison assurée entre Dakar et Saint-Louis ; et les routes ouvertes sur le Baol, le Ripp et les provinces composantes de la Casamance d'aujourd'hui. La physionomie du Sénégal ne subira plus de modifications profondes (...) Entre 1858 et 1860, l'unité du Sénégal - je le répète - est définitivement enracinée, par le rassemblement de nos provinces dans le respect des traditions, des valeurs de la culture, ce patrimoine d'idées et de sentiments qui sont le reflet de l'âme des peuples. (Le Soleil du 19 décembre 1983 p. 5).

Le soleil montre dans ce texte ci-dessous, par des explications historiques que la Casamance était une simple province du Sénégal comme toutes les autres provinces citées précédemment.

Par le biais de la communication basée sur des arguments historiques, le soleil démonte de toutes pièces la particularité de la Casamance par rapport aux autres provinces.

L'historien Iba Der Thiam va plus loin, en situant l'unité culturelle des peuples sénégalais, bien avant la colonisation dans sa contribution intitulée « La Casamance en question » (1984, p. 8) en soutenant l'appartenance de la

partie méridionale du Sénégal dans l'ensemble sénégalais, depuis, au moins, l'apogée du royaume du Mali. Quant aux ethnies qu'on y trouve, leur communion avec les autres ethnies sénégalaises remonterait à bien avant la colonisation. Les travaux du Révérend Père Gavrand les situent à deux mille ans au moins, tandis que ceux du professeur Cheikh Anta Diop reculent encore de beaucoup la date de leur cohabitation commune, que des similitudes linguistiques nombreuses, une identité culturelle indiscutable et des valeurs axiologiques sur bien des points similaires, fondent de manière indiscutable. En vérité, ce fut sous le système colonial, que ces populations se sont trouvées séparées de leurs frères sénégalais.

heure du parti, depuis les années 50, du temps où celui-ci s'appelait le Bloc démocratique sénégalais (BDS).

Iba Der Thiam trouve l'origine des « événements qui viennent de se passer en Casamance » dans la tradition de ses populations à résister à toute forme de domination « à l'époque coloniale ».

4.2. Les contre-arguments médiatiques du MFDC

Dans ce quasi-monopole de la communication de crise par l'Etat du Sénégal, le MFDC trouve des « alliés de tailles » en Le Sud-Hédo et Le Témoin qui vont être les médias de la riposter. En effet, c'est dans ce sillage que les porteurs de voix du mouvement indépendantiste en Casamance font monter au créneau pour crier leur ras-le bol contre l'information gouvernementale

Ainsi, les organes Le Sud-Hebdo et Le Témoin vont s'inscrire, à des degrés divers, dans une logique de remise en cause de la prééminence des « définisseurs institutionnels » en se faisant les porte-voix des exclus des médias officiels. L'espace public retrouve ainsi son semblant démocratique en rendant compte de l'autre versant de la réalité du conflit, et en permettant des opinions diverses et contradictoires aux discours officiels. Malgré leur option commune de recourir à des sources alternatives ces deux entités de la production des informations publiques et privées n'aboutiront pas à la même ligne éditoriale sur les mêmes sujets.

Du coup, Sud-Hebdo est le premier organe à ouvrir ses colonnes à la rébellion casamançaise, à travers une interview accordée à l'Abbé Diamacoune Senghor. On pourrait même dire que c'est le journal qui lui confère le statut de « source autorisée », qui parle dorénavant au nom de la Casamance au point que le pouvoir central sénégalais finit par en faire un interlocuteur incontournable. C'est dire que la presse peut avoir un rôle de consécration qui confère aux médias plus qu'un rôle de passifs de la perception dominantes des événements. Ils sont capables de produire de la contre-information et refléter ainsi les tensions, voire les conflits où différentes conceptions d'un problème s'affrontent. Par exemple, Philippe Schlesinger en fait un sens critique qui est visible dans l'enfermement, que avaient Stuart Hall et ses collaborateurs, du discours médiatique autour de la seule perception des « premiers définisseurs ». Selon ces derniers,

la préférence structurelle accordée dans les médias, aux opinions des puissants a pour résultat que ces porte-parole deviennent ce que nous appelons les premiers définisseurs des thèmes (...) Les définisseurs institutionnels peuvent ainsi établir la définition ou l'interprétation primitive du thème concerné. Cette interprétation restera aux commandes dans tout le traitement ultérieur du sujet, et c'est elle qui constituera les balises de référence autour desquelles tournera toute la couverture du débat. ». A l'opposé, Philippe Schlesinger pense que « cette prééminence à la fois idéologique et temporelle accordée à la première définition peut souffrir diverses critiques. La notion de première définition est plus problématique qu'on pourrait le croire. La description générale qui en est faite ne tient pas compte des luttes entre les sources officielles pour tenter d'influer sur la présentation du sujet. Cela veut également dire que les contre-définitions ne peuvent jamais supplanter la première définition, qui domine de manière conséquente. Au moment de l'élaboration de l'information, les médias [secondaires seront] dans une position de subordination structurée par rapport aux premiers définisseurs [médias officiels]. Les médias sont donc perçus comme des terrains subordonnés permettant la reproduction du dessein idéologique dominant (Philippe Schlesinger, 1992, op.cit. pp. 81-82)

Sud-Hebdo va essayer de rompre avec la monotonie des « premiers définisseurs » institutionnels. L'interview accordée par le journal à l'Abbé Diamacoune marque l'émergence de « contre-définisseurs » et le début d'un cadre alternatif de lecture du conflit en Casamance. L'Abbé Diamacoune Senghor récuse l'appellation de « séparatiste » consacrée par le discours médiatique de l'État, pour qualifier le MFDC de mouvement « nationaliste ». « La Casamance n'a pas besoin de prendre son indépendance, elle l'a toujours eue ». Sur la question relative « aux fondements juridiques, politiques et historiques de la revendication de l'indépendance », l'Abbé s'en prend d'abord aux tares qui, selon lui, caractérisent la presse sénégalaise par sa lecture univoque et superficielle des événements.

Elles n'ont jamais vraiment cherché par une enquête approfondie sur le terrain, par l'étude des documents d'archives, à saisir les fondements (...) légitimes des revendications de la Casamance.

Désormais je me tiendrai à l'écart de cette presse superficielle, tendancieuse, partielle, subjective plutôt avide de sensationnel que d'exhumer et de dire la vérité. (...) Ne me demandez pas de vous consulter les archives sénégalaises et françaises. Faites votre travail, votre devoir de journalistes compétents, sincères, consciencieux, honnêtes et travailleurs, menant un combat pour la vérité et la justice à travers une information vraie, saine et libre. Ne vous laissez pas manipuler (...) N'intoxiquez ni le pays, ni le monde entier (L'Abbé Diamacoune Senghor : « Rien que l'indépendance... » in : Sud-Hebdo du 1^{er} février 1990, p.2) ».

Pour revenir à la question des fondements de la revendication de l'indépendance de la Casamance, l'Abbé Diamacoune rappelle l'accueil réservé au Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, William Ponty,

Le 20 mars 1914 par des « porteurs de pancartes » réclamant l'« autonomie » financière, territoriale et administrative du Protectorat de la Casamance. Mais les deux guerres mondiales et la reconstruction de la métropole après ces conflits, les aspirations indépendantistes des Africains à partir de 1945, le soulèvement du Kaasa en octobre 1942, ainsi que les lenteurs administratives etc. empêchèrent la France de donner rapidement satisfaction aux nationalistes casamançais (...) C'est dans cette ambiance que le Sénégal accède à l'indépendance, en 1960, remorquant la Casamance. La Casamance est un territoire autonome, juridiquement distinct de la colonie du Sénégal. Elle n'a jamais été un territoire intégré à ladite colonie (Sud-Hebdo du 1^{er} février 1990, p. 3).

À l'opposé, Le Témoin ne va pas épouser complètement les propos de Abbé Diamacoune Senghor, en apposant un bémol sur le discours du leader du MFDC.

Ainsi, Le Témoin donne sa lecture de l'histoire de la Casamance en publiant « à titre illustratif » une contribution de Mamadou Sané intitulée « Ziguinchor et son histoire », publiée une seconde fois, à la veille du témoignage de la France, le mardi 21 décembre 1993. Cette contribution rappelle que Ziguinchor est devenue française en 1886, à la suite de la cession de ce territoire par le Portugal à la France. Dans un encadré : « L'histoire vue par l'Abbé Diamacoune Senghor », Le Témoin s'en prend à

la légèreté des arguments historiques de l'Abbé. Selon ce dernier, « la Casamance totalise, de 1645 date de l'implantation de l'administration portugaise à Ziguinchor à 1991, 304 ans de lutte armée et de résistance passive ». C'est de cette résistance à la pénétration coloniale - qui n'est en rien différente de celle des anciens royaumes du Cayor, du Djoloff ou du Fouta - que se prévaut Diamacoune pour schématiser la Casamance comme le côté détaché du navire Sénégal. Et le journal de conclure « La revendication indépendantiste se suffit-elle de cette version ? Pour triompher, l'Abbé Diamacoune doit convaincre par des arguments internes et actuels ». (Le Témoin du 21 décembre 1993, p. 4).

Conclusion

En définitive, pour le conflit en Casamance, les différents protagonistes ont utilisé les stratégies de communication pour légitimer et convaincre leurs récepteurs. Le MFDC, par le biais d'Abbé Diamacoune Senghor prononçait un discours indépendantiste. Sa stratégie reposait sur la propagande comme mode de captation. Par contre, son interlocuteur, l'Etat se méfiait pour des raisons stratégiques en adoptant aussi une communication qui cache la réalité des événements sur la question casamançaise. Ainsi, les théories de la communication de crise et les théories de la réception qui jouent un rôle dans la perception des populations nous ont permis de voir comment l'Etat du Sénégal a essayé d'étouffer le conflit en Casamance. En mettant l'accent surtout les faits historiques et les témoignages pour justifier que la Casamance a été toujours une partie intégrante du Sénégal. À l'opposé, le FMDC, a opté de baser sa communication sur un démenti mais surtout à valoriser la propagande en vantant le mérite du peuple casamançais qui s'est opposé à toute forme de domination depuis la colonisation. Entre Le Soleil qui éclaire les choix gouvernementaux, Sud Quotidien qui étant une « contrebalance » à l'information dominante de l'Etat, permettant une lecture équidistante du conflit et Le Témoin, qui se parade, sans ombres, avec ses options nationalistes. Cela donne une meilleure lisibilité du conflit et de ses enjeux. Une manière de juguler les effets obscurantistes de la

désinformation. Certes, la situation au plan de la communication a évolué à cause des médias privés, et des acteurs soutenus par des partenaires au développement dans la recherche de la paix. Mais l'espace public en termes d'information et de communication tarde à jouer pleinement son rôle. Cependant, il reste beaucoup de choses à y revoir. L'information et la communication pourraient contribuer à la résolution du conflit en Casamance à condition de reconstruire l'espace public sur des valeurs et des principes, à savoir la liberté d'opinion, le respect de soi et de l'autre, l'empathie, l'écoute, la culture. En d'autres termes, il faudrait reconstruire un espace public de donner et de recevoir.

Références bibliographiques

- Balle F., 1999 : *Médias et sociétés*. Paris, Montchrestien EJA, 9^e éd.
- Balle F., 2004 : *Dictionnaire des médias*. Paris, Presses de Sciences politiques.
- Benasayag M., 1999 : *La fabrication de l'information. Les journalistes à l'heure de la communication*. Paris : La Découverte.
- Biagui J.-M. F., 2008 : *Mouvement pour le Fédéralisme et la Démocratie Constitutionnels. Un pari politique pour la paix définitive en Casamance, au Sénégal, et dans la Sous-région*, Dakar Editions Clairafrique.
- Biagui J.-M. F., 2013 : « Editorial », *Bulletin d'information*, n°4.
- Bizimana A. J., 2019 : « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, Vol. 25/1, pp. 84-11.
<http://journals.openedition.org/communication/1511> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.1511>, consulté le 02 mai.
- Bourdieu P., 1982 : *Langage et pouvoir symbolique* ; Edition publiée par Polity Press sous le titre *Language and Symbolic Power*, 1991, initialement publié sous le titre : *Ce que parler veut dire*, Paris : Fayard.
- Chabasseur E., 2003 : *La liberté de la presse sous la présidence d'Abdoulaye Wade*, Mémoire de Maîtrise, Université Paris II : IFP.

- Charpy J. 1994 : « *Témoignage historique sur la Casamance* », Ministère de la Communication, Dakar, Harmattan Sénégal.
- Foucault M. 1971 : *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.
- Gerstle J., 1998 : « Les sensibilités à l'information politique », in : *Questions sensibles*, Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, Paris, PUF.
- Gueye M. 1985 : *Les systèmes institutionnels de l'information et le statut des journalistes en Côte d'Ivoire et au Sénégal*. Univ. Paris II : mem. Diplôme IFP.
- Kerkour C., 2020 : « La communication de crise » : *Bien réagir pour mieux gérer*. <http://economia.ma/fr/Travaux-de-recherche/la-communication-de-crise-bien-r%C3%A9agir-pour-mieux-g%C3%A9rer> . Consulté le 22 octobre 2020.
- Koume M., 1986 : *Le Soleil de Dakar. Evolution et difficultés de l'unique quotidien sénégalais*. Univ. Paris II : mem. Diplôme IFP.
- Lamine M., 2004 : Les élites politiques casamançaises, pp. 1946-1983.
- Lazar J., 1991 : « La médiatisation des questions sensibles », in : *Questions sensibles*, Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie, PUF.
- LE Start S., 1948 : *Les théories de la communication*. <https://theoriesdelac.tumblr.com>, consulté le 28 juillet 2020.
- Maingueneau D., 2000 : *Analyser les textes de communication*, Paris, Nathan.
- Marut J., 2000 : *Le conflit de Casamance, ce que disent les armes*, Paris, Edition Karthala.
- Mercier A., 2005 : « Quelle place pour les médias en temps de guerre? », *Revue internationale de la Croix -Rouge*, Vol. 87, pp. 233-244.
- Mouillaud M. et Têtu J., 1989 : *Le journal quotidien*, Lyon : Presse universitaires de Lyon.
- Souaré M., 2020 : « *La communication en temps de crise* », *Revue internationale d'analyse de discours*, consulté le 23 octobre 2020.

- Stuart H. et al., 1994 : Codage/décodage, In *Réseaux : Les théories de la réception*, volume 12, n°68.
- Teisseire L., 2010 : « Place et rôle des médias dans les conflits », *Revue internationale et stratégique* », n° 78, pp. 91-95.
- Toure A. L., 1998 : *Le statut du journaliste sénégalais dans un contexte médiatique en mutation*. Univ. Paris II : IFP : Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication.